

LE TEMPS

Crise grecque Jeudi 23 juillet 2015

Alexis Tsipras aurait sollicité Vladimir Poutine pour aider la Grèce à imprimer des drachmes

Par Emmanuel Garessus Zurich

Le président russe aurait annoncé son refus le jour du référendum, selon la presse grecque. Le ministre allemand des Finances aurait offert des garanties en faveur d'un Grexit

Le mystère de l'étonnante capitulation d'Alexis Tsipras au lendemain du référendum est-il en train d'être élucidé? Selon le journal grec To Vima, un média de référence politiquement plutôt à droite, le plan B d'Alexis Tsipras consistait à introduire une nouvelle drachme et à financer l'impression de cette nouvelle monnaie avec l'aide de la Russie. Depuis janvier dernier, dès sa nomination, Alexis Tsipras avait tenté de prendre ses distances avec Bruxelles et de se rapprocher de la Russie. L'Allemagne n'aurait guère apprécié la remise en question du programme d'aide. La Bundesbank aurait par exemple averti la Grèce des risques que cela représentait pour les banques locales.

Athènes aurait pourtant demandé un prêt de 10 milliards de dollars à la Russie pour imprimer les nouvelles drachmes, confirme la plateforme d'information Greek Reporter. Pour qu'un pays puisse imprimer sa propre monnaie, il a besoin de réserves dans une monnaie forte. «En somme, le gouvernement Tsipras aurait demandé à la Russie de financer un Grexit», selon le site Zerohedge.

Les personnalités qui, selon les médias grecs, étaient au courant sont Panos Kammenos, Yiannis Dragasakis, Yanis Varoufakis, Nikos Pappas, Panagiotis Lafazanis et d'autres membres clés de la coalition.

L'idée d'introduire une nouvelle drachme «a été examinée par des technocrates et des employés du Ministère grec des finances qui auraient étudié le modèle de scission de la Tchécoslovaquie en 1993 et l'introduction de la couronne slovaque», selon Greek Reporter.

Malheureusement pour le chef d'Etat grec, la nuit même du référendum du 5 juillet, Vladimir Poutine lui aurait signifié son refus. La réponse du gouvernement russe n'aurait comporté qu'une vague avance de 5 milliards de dollars sur le transit du pipeline South Stream à travers la Grèce.

Dans ces conditions, malgré l'appui du peuple grec, Alexis Tsipras n'aurait plus eu d'autre choix que d'accepter le plan d'austérité des créanciers.

Si elle devait se vérifier, ce serait «l'information la plus sous-estimée de l'année. Elle suggère que la perpétuation du rêve d'unité de la zone euro, cher à Angela Merkel, n'aurait été possible qu'avec l'aide de Vladimir Poutine», selon Zerohedge.

La nouvelle a suscité suffisamment d'émoi en Grèce pour que 17 parlementaires issus des rangs de la droite conservatrice (Nouvelle Démocratie) adressent une lettre à Alexis Tsipras afin de savoir si ces allégations étaient correctes.

Selon nos sources, le Ministère allemand des finances aurait également soutenu l'idée d'une aide à l'introduction d'une nouvelle monnaie grecque. Au sein du gouvernement, le changement de monnaie

aurait paru excessivement risqué. La stabilité du système financier aurait été sérieusement remise en cause.

LE TEMPS © 2015 **Le Temps SA**